De bonnes raisons de voter

école émancipée
TENDANCE DE LA FSU

VOTE FÉDÉRAL POUR LE CONGRÈS DE POITIERS DU 8 AU 29 NOVEMBRE 2012

Pour que la FSU ne s'accommode pas du «moins pire»... et passe à l'action

L'arrivée au pouvoir de la gauche a fait naître dans le pays l'espoir d'un avenir meilleur pour les salariés et les services publics, à tout le moins, d'attaques moins brutales et dévastatrices. La FSU avait fort justement appelé à battre Sarkozy et sa politique, mais elle ne doit pas se bercer d'illusions sur les intentions du nouveau gouvernement.

Car, pour l'essentiel, malgré quelques mesures fiscales taxant un peu plus les riches, l'austérité est entérinée comme épine dorsale des politiques publiques avec la ratification du TSCG et, en l'absence de la révolution fiscale promise, cela va conditionner tout le reste, en particulier dans la Fonction Publique (pas de créations de postes mais redéploiement entre ministères, maintien du gel des salaires, etc..). Ce d'autant plus que les premières mesures fiscales qui ciblaient les plus riches et les grandes entreprises sont aujourd'hui annihilées, sous prétexte de « compétitivité », par un énorme cadeau fiscal au patronat de 20 milliards d'euros sans contreparties, financé par l'augmentation de la TVA et une nouvelle réduction des dépenses publiques.

Les réformes structurelles initiées par la droite comme celle de l'Ecole, de l'Université et de la Recherche, ou encore la RéATE ne sont pas fondamentalement remises en cause. La décentralisation est renforcée avec tous ses travers. Hollande annonce une fiscalisation accrue de la protection sociale, preuve supplémentaire que la rupture avec les politiques antérieures n'est pas au rendez-vous.

L'éducation, présentée comme « secteur prioritaire », en sera pour ses frais : les postes « créés » ne couvriront pas ce qui a été perdu depuis 5 ans, la refonte des rythmes scolaires promet de dégrader les conditions de travail des personnels, l'école du socle se profile comme un laboratoire de déréglementation statutaire à l'instar des ECLAIR qui sont maintenus, le statut de directeur d'école revient sur le tapis mais les RASED disparaissent pour de bon, la réforme des lycées est maintenue en l'état, les formations professionnelles risquent de sortir du cadre national, la loi LRU pour le sup sera vraisemblablement peu modifiée. Gouvernance et autonomie alimentent le projet d'une école toujours libérale.

Or, face à ce tableau déjà sombre, la FSU, dans sa majorité U&A, adopte une posture trop attentiste, veut voir la bouteille à moitié pleine quand elle est en réalité quasiment vide, ce qui obère la capacité de mobilisation des personnels pour peser sur les négociations. Ainsi, la rentrée 2012 sera paradoxalement celle où la FSU aura le moins mobilisé les personnels. L'École Émancipée a bataillé ferme pour que l'orientation de la fédération soit plus lucide et plus offensive. Elle a défendu par exemple que la FSU appelle à la manifestation du 30 septembre contre le TSCG à l'appel du collectif unitaire, ce qui ne se fit pas sans mal.

Après les années noires qu'on a connues, c'est pourtant le moment de desserrer l'étau : il faut très vite passer à l'action pour obliger le gouvernement à changer de politique.

Pour un syndicalisme qui sorte des corporatismes étroits

La défense des intérêts des travailleurs est à la base de notre pratique syndicale et le statut de la Fonction publique est, de ce point de vue, un acquis des plus précieux qu'il faut défendre, en commençant par l'appliquer aux milliers de personnels précaires qu'il faudrait titulariser. Mais cette tâche immédiate ne doit pas nous faire oublier que le syndicalisme, c'est aussi la défense de l'intérêt général du monde du travail. A ce titre, il doit se préoccuper de questions sociales plus larges que les intérêts strictement corporatistes, de questions sociétales qui déterminent nos vie quotidiennes (comme tout ce qui touche aux droits et libertés) et de toutes les problématiques environnementales, sans oublier bien évidemment la solidarité internationale avec les peuples et travailleurs en luttes. L'École Émancipée milite pour que la FSU soit toujours plus présente sur tous ces terrains, en lien avec les mouvements syndicaux, associatifs et citoyens, en France et dans le monde.

Pour que la FSU ne soit pas qu'un cartel de syndicats cacophonique

Les syndicats qui composent la fédération considèrent trop souvent la FSU comme une simple juxtaposition de syndicats s'occupant de leur pré carré. Dès lors, la polyphonie fédérale devient cacophonie. De nombreux dossiers ont souffert de ce « cavalier seul » des syndicats nationaux, à commencer par celui du recrutement et de la formation des enseignants où la FSU est restée aphone faute d'une volonté d'aboutir à un mandat commun.

Les élections professionnelles dans l'éducation nationale ont vu à l'œuvre le même travers et ont montré que la somme des intérêts particuliers des syndicats ne fait pas l'intérêt collectif de la fédération : à la sortie, si chacun a conservé sa place dans les commissions paritaires, la FSU a été peu visible et a perdu du poids dans les comités techniques, ceux qui pourtant déterminent la représentativité des organisations syndicales, dont découlent entre autres les moyens syndicaux attribués par l'État.

A l'heure où la réforme de l'État s'accompagne de nouvelles règles de négociations et de gestions des personnels, imposant des pratiques syndicales plus transversales, croire qu'on peut défendre son pré carré sans se préoccuper de l'ensemble est une gageure. L'École Émancipée se bat pour que les syndicats de la FSU adoptent une attitude plus constructive et plus soucieuse du collectif que doit être la fédération. C'est aussi pourquoi elle soutient le processus de rassemblement et de fusion engagé par les syndicats nationaux au sein de la Fonction Publique Territoriale.

Pour faire vivre le débat pluraliste dans la FSU

La FSU s'est dotée à sa naissance d'un fonctionnement démocratique original : elle reconnaît en son sein la pluralité des syndicats, des sections départementales, des tendances qui la composent et s'impose de prendre toute décision à une majorité de 70 % afin qu'aucune composante de la fédération n'exerce une hégémonie sur les autres. Cela oblige tout le monde à travailler à des « synthèses » pour que chacun y retrouve ses petits, autant que faire se peut. L'École Émancipée considère ce fonctionnement comme positif pour la démocratie syndicale et, si la FSU est aujourd'hui une organisation très largement représentative de son milieu, c'est aussi parce qu'elle est le lieu de débats et de prises de décisions pluralistes, à l'image des salariés qu'elle syndique. Dans un contexte où le syndicalisme est rongé par les divisions, c'est un acquis précieux qu'il faut défendre.

Voilà quelques bonnes raisons de voter et faire voter pour la liste à l'initiative de l'École Émancipée (ÉÉ), alors n'hésitez plus !

École Émancipée, quesako ?

L'École Émancipée est un courant syndical qui a fait le choix de construire la FSU. Les militant-es de l'EE sont investi-es à tous les niveaux dans la fédération où ils-elles défendent un syndicalisme de transformation sociale appuyé sur les luttes.

A l'heure où le capitalisme mondialisé est en pleine crise, l'EE défend plus que jamais l'idée que le syndicalisme doit être porteur d'alternatives économiques, sociales et écologiques, en lien avec le mouvement social et altermondialiste.

L'École Émancipée c'est aussi une revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910. Vous pouvez également retrouver l'activité et les prises de position de l'EE sur le site http://www.ecoleemancipee.org